



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



page 3 :

QUAND LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI FAIT LE TOUR DES FOYERS

page 4 :

CABINDA : UNE TENTATIVE DE MORCELLEMENT DE L'ANGOLA ?

page 6 :

ARAFAT A L'ONU : UNE RECONNAISSANCE HYPOCRITE DU FAIT NATIONAL PALESTINIEN

page 7 :

LA FAIM DANS LE MONDE ET CEUX QUI EN SONT LES RESPONSABLES

page 8 :

IL Y A VINGT ANS
COMMENÇAIT
L'INSURRECTION ALGERIENNE



prix: 1 Franc

N° 22 — 12 novembre 1974

Hausse des prix
des produits
alimentaires au
Sénégal

LES AFFAMEURS !

Par décision gouvernementale, le prix des produits alimentaires aura augmenté d'un seul coup d'environ 60 % en moyenne au Sénégal.

Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'une telle décision implique pour les classes pauvres. Un représentant du gouvernement du Sénégal a osé, dans un courrier adressé au journal français "Le Monde", se livrer à des calculs pour démontrer que, finalement, les salaires ont augmenté suffisamment vite pour que le budget d'une famille ouvrière puisse supporter une telle hausse brutale des prix alimentaires. Qu'il explique donc comment s'en sortir avec un salaire de 20 000 F CFA lorsqu'il y a une famille d'une dizaine de personnes à nourrir, alors que le riz coûte 100 F CFA le kilo, le pain de sucre 600 F et l'huile 300 F CFA le litre ! Pour ces gens-là, l'infamie des mesures d'augmentation ne suffit pas ; il faut encore qu'ils y ajoutent leur cynisme !

Et, surtout, même si les salaires ont augmenté un peu au cours de l'année, combien de travailleurs de la région de Dakar ont un salaire régulièrement ?

Dakar est plein de chômeurs. Des travailleurs dakarois de vieille souche. Des paysans chassés de leurs terres par la sécheresse catastrophique de l'année dernière. Et même des intellectuels : des milliers de bacheliers de fraîche date ne trouvent pas de travail.

Ces dizaines et dizaines de milliers de chômeurs ne risquent d'avoir vu leur revenu augmenter au point de pouvoir payer 60 % de plus sur leur nourriture quotidienne : ils n'ont pas de revenus. Que vont-ils devenir ? Que vont-ils faire ? Toutes ces questions, le gouvernement de Senghor ne se les pose visiblement pas, ou, en tout cas, se dispense d'y répondre.

Le comble, c'est que ces mesures sont présentées comme étant destinées à augmenter les ressources des paysans. En partie, parce que, pour certains produits, la hausse de prix leur profiterait directement. En partie, lorsqu'il s'agit de produits qui étaient jusqu'ici subventionnés par l'Etat, parce que les subventions ainsi économisées seraient destinées à améliorer les conditions d'exploitation de la terre dans les campagnes. Cette présentation des choses par le gouvernement de Senghor a pour lui l'avantage de cataloguer toute manifestation d'hostilité des travailleurs des villes à l'égard des hausses des prix comme une hostilité à l'égard des paysans.

Sinistre plaisanterie ! Comme s'il était nécessaire de prendre aux pauvres des villes pour donner aux pauvres des campagnes ! Comme si on pouvait même être sûr que ce qui aura été pris aux travailleurs sera donné aux paysans pauvres.

Les hausses de prix des produits alimentaires profiteront avant tout aux dioulas, aux capitalistes, petits et grands, du commerce qui servent d'intermédiaires entre le paysan producteur et l'ouvrier consommateur. Et quant aux subventions économisées, une fraction parviendra peut-être à destination des campagnes pour financer tel ou tel travail d'irrigation ou d'aménagement ; mais seulement après avoir largement irrigué au passage les poches de tous les fonctionnaires corrompus. Ça sera encore bien s'il en reste quelque chose. Comme si les affamés du Sénégal avaient pu oublier les quantités de nourriture fournies par l'aide alimentaire qui ont été détournées à des fins commerciales par des fonctionnaires véreux !

Si le gouvernement voulait réellement aider les paysans, pourquoi donc ne supprime-t-il pas immédiatement les impôts lourds qui pèsent sur les paysans ? Pourquoi s'est-il même refusé l'année dernière à mettre seulement à la disposition des campagnes frappées par la famine les moyens motorisés pour véhiculer de la nourriture ?

Faute d'argent ? Qui pourra oublier qu'au moment même où le gouvernement montrait une carence criminelle face à la famine, au moment où il continuait à envoyer ses sbires dans les campagnes pour faire rentrer l'impôt coûte que coûte, il a fait des offres alléchantes de subventions et de dégrèvement d'impôts à tous les capitalistes qui voulaient bien se donner la peine de s'installer dans la zone industrielle franche de M'Bao ?

Alors, personne ne croira les affirmations démagogiques de Senghor et des siens. Ce qui reste, au-delà des justifications mensongères, c'est l'ampleur des hausses de prix. Hausses qui frappent finalement aussi bien les paysans pauvres que les travailleurs ou les chômeurs.

QUAND LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI FAIT LE TOUR DES FOYERS

Le Comité militaire a cru avoir trouvé un moyen de donner un coup de pouce à la Banque de développement du Mali (BDM). Il a envoyé un certain nombre de représentants faire une tournée de propagande auprès des travailleurs qui vivent en émigration. C'est ainsi que ces messieurs ont fait le tour des foyers de travailleurs africains pour convaincre ces derniers que, primo, leur argent sera en sécurité et gardé jusqu'à leur retour au Mali s'ils le déposent à la BDM et que, secundo, ils feront ainsi un geste patriotique.

L'accueil qui fut réservé à ces messieurs dans la plupart des foyers a été plutôt frais. Et pour cause ! Ceux qui en avaient fait l'expérience se souviennent des méthodes de la BDM, une fois que leur argent avait été déposé — méthodes qui sont d'ailleurs aussi celles de la Caisse d'épargne du Mali.

L'administration bancaire, comme les autres, a été à bonne école : celle de l'administration coloniale. Le petit dépositaire a beau avoir son chéquier, bien heureux s'il peut toucher son argent du premier coup. Généralement, il fera des heures de queue devant le guichet et, une fois qu'il aura atteint celui-ci, on lui dira qu'aujourd'hui il n'y a plus d'argent, qu'il faut revenir le lendemain. Méthode bien connue également à la poste de Bamako où, généralement, on s'entend répondre la même chose lorsqu'on va chercher un mandat. Pour que l'administration daigne lâcher notre propre argent, il faut généralement retourner le demander à plusieurs reprises.

Ce manque d'argent momentané est d'ailleurs sélectif : curieusement, il y a toujours de l'argent pour le gros commerçant ou le haut fonctionnaire, aussi bien à la banque qu'à la PTTM !

Ainsi donc, non seulement c'est avec les économies des petites gens que la BDM fait de grandes affaires, mais encore ses fonctionnaires tiennent à leur marquer leur mépris. Il n'est guère étonnant que ceux qui ont dû s'exiler pour gagner leur vie et celle de leur famille restée là-bas, qui ont dû travailler durement pour économiser un peu d'argent à ramener à la famille n'aient pas eu envie de se payer avec cet argent le mépris des fonctionnaires de la BDM. La plupart des représentants de celle-ci ont dû rentrer bredouilles.

CABINDA

UNE TENTATIVE DE MORCELLEMENT DE L'ANGOLA?

Des affrontements sanglants avaient opposé le 31 octobre dernier dans l'enclave de Cabinda qui fait partie de l'Angola les militants du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) et ceux du Front de Libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC).

Des affrontements comme ceux de Cabinda ne constituent pas une exception. Ce qui leur donne leur caractère particulier, c'est qu'ils illustrent la menace d'éclatement et de "congolisation" qui pèse sur l'Angola. Le FLEC est en effet partisan de la constitution de Cabinda en Etat indépendant non seulement par rapport à l'Etat colonisateur portugais, mais aussi par rapport à un Angola indépendant.

On pourrait évidemment discuter de la question de savoir si le FLEC représente un tant soit peu les sentiments ou les aspirations de la population cabindaise ou même pas du tout. Ce qui est certain, c'est qu'un morcellement de l'Angola, son éclatement en plusieurs Etats, dont certains minuscules — le Cabinda compte quelque 80 000 habitants — le livrerait plus encore à la merci des groupes impérialistes qui pillent son sol. Un sol qui fait de l'Angola un des pays aux ressources minières les plus riches du monde, dont les réserves énormes en pétrole, diamants, phosphates, cuivre, zinc, nickel, etc., avaient depuis longtemps rameuté les capitaux américains, sud-africains, français, belges et portugais.

Les groupements capitalistes avaient jusqu'ici prospéré à l'ombre de la protection de l'Etat colonial portugais. Aujourd'hui que le Portugal a été contraint à abandonner son empire colonial, la préoccupation principale de tous ces groupements consiste à aménager la transition, à faire en sorte que le nouveau régime issu de l'indépendance leur permette le pillage du sous-sol angolais comme par le passé.

Et, soit dit en passant, si le Portugal, malgré son nouveau régime, met si longtemps à accorder l'indépendance à l'Angola, c'est que justement ce n'est pas le droit du peuple de l'Angola à disposer de lui-même qui le préoccupe, mais le souci de sauvegarder les énormes intérêts impérialistes en jeu.

Bien sûr, ces groupements impérialistes peuvent se mettre d'accord pour que le Portugal cède le pouvoir à un gouvernement ayant l'autorité sur l'ensemble de l'Angola actuel. Ils savent qu'ils n'ont pas grand-chose à craindre des organisations qui postulent à la direction du nouvel Etat. L'UNITA de Jonas Savambi collabore ouvertement avec l'armée coloniale portugaise et ses liens avec les industriels européens sont de notoriété publique. La direction du FNLA de Roberto Holden, qui ne manque pas d'une occasion pour faire profession de foi pro-occidentale, est liée aux intérêts américains directement et par Mobutu interposé. Si le MPLA a un langage plus radical, il ne s'est jamais proposé d'exproprier les groupements capitalistes et, surtout, il n'a jamais mené une politique lui permettant d'acquérir les moyens de le faire. En tout état de cause, un des enjeux des négociations entre les représentants du Portugal et ceux des mouvements nationalistes, est de mettre sur pied une formule de gouvernement d'union nationale dont feraient partie les trois organisations nationalistes rivales, de sorte que les velléités radicales de l'une pourraient toujours être contrecarrées par les autres.

L'impérialisme dans son ensemble n'a donc pas grand-chose à craindre d'un gouvernement national qui pourrait être issu des trois mouvements d'indépendance nationale. Par contre, chaque groupement impérialiste qui exploite la richesse minière d'une région précise peut estimer qu'il vaut mieux qu'il ait à faire à un Etat "régional" minuscule qu'il pourrait contrôler entièrement plutôt qu'à un Etat angolais unifié. Et la tentation d'ap-

puyer la naissance de tels Etats fantoches, dirigés par des hommes de paille de tel groupement impérialiste, est d'autant plus grande que tarde la mise en place d'un gouvernement national admis par les groupes impérialistes.

Qui ne se souvient de la manière dont le trust belge Union minière avait naguère préparé et financé la création d'un Etat fantoche détaché du Congo (l'actuel Zaïre) au Katanga sous la direction de Moïse Tchombé ?

Les révolutionnaires socialistes ne peuvent que combattre de telles tentatives visant à morceler un peu plus encore l'Afrique pour mieux la livrer au pillage impérialiste. Un Etat de Cabinda, s'il voyait le jour, ne pourrait être qu'une garde prétorienne au service des Gulf Oil, Petrofina, Total, ou autres Texaco qui se partagent les ressources pétrolières énormes de Cabinda.

Il n'est certes pas impossible que des organisations comme le FLEC trouvent un certain appui dans la population cabindaise. Celle-ci peut redouter que ses propres aspirations ethniques ne puissent se réaliser sous l'autorité d'un Etat angolais unifié. Crainte qui n'est pas dépourvue de fondements, tant il est vrai que des organisations comme celles qui postulent à la direction de l'Etat angolais, parce qu'elles ne représentent pas les intérêts des travailleurs et des paysans pauvres de l'Angola qui constituent la majorité de la population, ne pourront mettre en place qu'un régime autoritaire, dictatorial qui ne pourra pas plus respecter les droits nationaux des minorités ethniques que les autres droits démocratiques.

Et c'est bien parce que l'Afrique ne pourra cimenter son unité qu'en respectant les aspirations et les droits des multiples ethnies qui la composent, que cette unité ne pourra s'établir de manière durable que par une révolution profonde portant au pouvoir les classes exploitées, la classe ouvrière à la tête de la paysannerie pauvre. Car seul un tel pouvoir aurait l'assise sociale suffisamment solide pour permettre à toutes les ethnies de vivre leur propre vie nationale sans aspirer pour autant au séparatisme.

YASSER ARAFAT A L'ONU

UNE RECONNAISSANCE

HYPOCRITE DU FAIT

NATIONAL PALESTINIEN

Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, s'adressera à l'assemblée générale de l'ONU le 13 novembre 1974. Ainsi le représentant du peuple palestinien bénéficiera d'un arrangement patronné par les USA, afin de présenter au monde entier le problème palestinien.

Mais, pour bénéficier de ce strapontin occasionnel, il a fallu au peuple palestinien des années de lutte, de souffrance, de sacrifices en tout genre. Aujourd'hui, les Etats reconnaissent le fait national et le problème palestiniens, alors qu'ils existent depuis près d'un quart de siècle.

C'est un pas en avant, mais on est loin de la solution. Car, pour que les Palestiniens voient reconnus leurs droits, il faudra que l'Etat d'Israël ne soit plus ce qu'il est aujourd'hui. C'est-à-dire cette forteresse avancée de l'impérialisme au Moyen-Orient. Il faudra que l'Etat d'Israël ne soit plus le gendarme qui fait régner l'ordre au profit de l'impérialisme. Aujourd'hui, les USA ont permis que le problème palestinien soit porté à l'ONU par la bouche même de l'un de ses représentants. Mais les USA le font uniquement parce que c'est dans leur intérêt de ménager les Etats arabes et de se faire bien voir d'eux.

La comédie cynique et infâme qui entoure l'arrivée d'Arafat à l'ONU, tout le déploiement de forces de police destiné à le protéger, ne peuvent faire oublier que c'est précisément le soutien moral, politique et militaire des USA qui permettent à Israël de jouer son rôle de mercenaire au profit de l'impérialisme.

Toute cette comédie se déroule à New York, alors que les bombardiers d'Israël viennent une fois de plus de semer la mort au sud du Liban dans les camps de réfugiés palestiniens. Et il se passera encore beaucoup de temps avant que les réfugiés puissent vivre autre part que que dans les camps où ils croupissent à l'heure actuelle.

Pourtant, il existe une solution, celle qui consisterait pour les deux peuples, celui d'Israël et les Palestiniens, à vivre dans une fédération reconnaissant les droits de chacun.

Mais, pour cela, il faudrait un type de rapports entre peuples incompatible avec la nature des Etats dans cette région du monde ; incompatible surtout avec la politique de l'impérialisme qui vise à les dresser les uns contre les autres. Et les solutions qui pourraient être trouvées dans l'avenir sous l'égide de l'impérialisme ne pourraient être qu'au détriment des peuples.

LA FAIM DANS LE MONDE ET CEUX QUI EN SONT LES RESPONSABLES

Du 5 au 16 novembre aura lieu à Rome la Conférence mondiale de l'alimentation organisée par la FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Cinq cents millions d'hommes sont condamnés à mourir de faim d'ici l'an 2000. Les deux tiers de l'humanité sont insuffisamment et mal nourris. Voilà deux chiffres autour desquels vont discourir des délégués de quelque cent cinquante pays pendant dix jours.

Ce sont là des chiffres secs. Mais, pour des millions d'Africains, la faim n'est pas un objet de statistiques mais la réalité quotidienne : des êtres décharnés, incapables de résister à la maladie ; la menace d'une catastrophe à la moindre sécheresse.

En plein vingtième siècle, avec les découvertes formidables de la science et de la technique, avec les instruments de production extraordinaires dont dispose la société, que cinq cents millions d'hommes soient condamnés à mourir de faim, c'est plus que révoltant. Car tout le monde sait que ce ne sont pas les ressources ou les possibilités techniques pour les créer qui manquent. Il est possible de nourrir toute la population du globe. Il est possible de transformer en terres fertiles des régions, des pays entiers qui, aujourd'hui, ne le sont pas. Il est possible de faire de la menace de la famine un souvenir d'une époque barbare. Mais, pour cela, il est vital, dans le plein sens du terme, de changer l'ordre social qui existe dans le monde.

Car le véritable, le seul responsable de la famine, c'est l'ordre capitaliste. C'est cet ordre qui veut que ceux qui ne peuvent pas payer, les millions de pauvres du Sahel, du Bengla-Desh, des Indes, de l'Ethiopie, sont condamnés à mourir.

Oui, les moyens techniques pour donner à manger à tous existent. Seulement, ils sont entre les mains d'une minorité de capitalistes qui ne les mettent en oeuvre que s'ils rapportent du profit. Alors, si le défrichement des terres aujourd'hui inexploitées d'Afrique ne peut pas rapporter du profit, on ne les défriche pas, dussent des centaines de milliers d'hommes en mourir.

Tous les ans, d'énormes quantités de nourriture sont détruites parce qu'elles ne trouvent pas d'acquéreur capable de payer. D'autres quantités plus grandes encore sont dénaturées ou utilisées à nourrir des animaux. C'est ainsi que la quantité de céréales utilisée à l'alimentation des porcs et des volailles dans le monde dépasse la consommation globale de la population chinoise et indienne ! C'est ignoble, c'est révoltant, mais c'est parfaitement dans la logique du système capitaliste. Cette forme d'aliment plus élaboré qu'est la viande se vend mieux aux habitants des pays déjà bien nourris que les céréales. Alors, on transforme les céréales en nourriture pour animaux.

A la Conférence mondiale sur l'alimentation, des experts succéderont aux hommes politiques ou aux sociologues. Certains d'entre eux sont d'infâmes crapules qui servent consciemment les intérêts capitalistes et qui, comme tels, assument une part de responsabilité dans la famine. (Dire qu'un homme comme Kissinger, un des principaux hommes politiques de l'impérialisme dominant du monde a osé pérorer sur la faim dans le monde !) D'autres participants sont peut-être des hommes de bonne volonté. Mais tous, les uns consciemment, les autres inconsciemment, contribuent à masquer le problème, à bavarder pour ne rien dire pendant que des millions d'hommes sont en train de mourir. Car il n'y a qu'une seule façon de lutter contre la famine : c'est de lutter contre l'ordre capitaliste.

IL Y A VINGT ANS COMMENÇAIT L'INSURRECTION ALGERIENNE

Le 1^o novembre 1954, plusieurs dizaines d'attentats éclataient sur l'ensemble du territoire algérien. Des gendarmeries, des commissariats, des grosses fermes sont attaquées, des policiers sont tués. Dans la région des Aures, la ville d'Arris est investie toute la journée à l'initiative de combattants nationalistes bien décidés.

Cette journée va désormais marquer le début d'une lutte de plus de sept ans que va mener toute une population exaspérée par un siècle un quart de colonisation. Cent vingt-cinq années au cours desquelles un cinquième des terres, et les meilleures, ont été volées aux Algériens pour être attribuées aux colons européens. Toute l'agriculture a été axée en fonction des besoins de la métropole dans le plus grand mépris des besoins locaux.

C'est ainsi que, sur des centaines de milliers d'hectares, le blé a fait place à la vigne alors que les Musulmans ne boivent pas de vin.

Voilà sans doute ce que les colonialistes appellent "les bienfaits de la civilisation".

Les couches opprimées d'Algérie ont d'ailleurs marqué leur refus de cette situation dès 1945 par des manifestations à Sétif au cours desquelles quarante mille Algériens ont été massacrés par l'intervention de l'aviation et des troupes françaises.

Donc, en ce début du mois de novembre 1954, un groupe d'hommes bien organisés, et bien décidés prennent l'initiative du combat. Ce sont les fondateurs du futur FLN (Front de Libération Nationale) qui jouera un rôle décisif.

Le mérite historique du FLN est d'avoir été l'organisation qui a permis aux opprimés algériens de se battre contre l'humiliation coloniale. Et c'est sous sa direction que des centaines de milliers d'Algériens conquerront leur dignité avant de conquérir leur indépendance nationale.

C'est au prix de sacrifices et de souffrances énormes — la guerre coloniale fera un million de victimes en Algérie, un dixième de la population — que le peuple algérien et, essentiellement, les couches les plus pauvres, ouvriers, chômeurs, paysans pauvres, contraindront l'armée d'un des plus puissants impérialismes du monde à reconnaître sa défaite. C'est grâce à ce combat que la morgue et la hargne colonialistes ont disparu d'Algérie.

Seulement, aujourd'hui, douze ans après l'indépendance, force est de constater que l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des paysans pauvres continue, qu'une classe d'exploiteurs, de parasites algériens, liés d'ailleurs à la bourgeoisie française par de multiples liens d'intérêts, a succédé à la bourgeoisie coloniale. Ce sont finalement ceux qui ont le plus donné pour chasser l'occupant colonial dont le sort a le moins changé. La misère sans fin demeure le lot du fellah algérien.

Nombre d'Algériens sont poussés à l'émigration pour être OS ou manoeuvres en France. Les pauvres sont toujours aussi bafoués alors que les dirigeants se pavent avec les représentants de l'impérialisme. Et, dans le plus grand mépris de ceux-là mêmes qui ont pris le fusil pour la dignité, le gouvernement de Boumédiène a invité les pires sanguinaires tels le roi Faïçal d'Arabie saoudite ou Bourguiba pour venir fêter avec lui le 1^o novembre 1974, anniversaire de l'insurrection.

Mais comment peut-il se faire que ces exploités algériens qui ont su vaincre la bourgeoisie française et son armée n'ont pu en faire autant avec une bourgeoisie nationale autrement plus faible ? Comment se fait-il que — la situation d'aujourd'hui en est la preuve — le combat des exploités algériens aura au contraire servi à consolider l'emprise des couches privilégiées nationales sur la société, à les hisser au pouvoir politique ?

C'est que les travailleurs, les paysans pauvres algériens avaient la force de faire autrement, mais n'avaient pas l'organisation nécessaire pour réaliser jusqu'au bout leurs aspirations.

Le FLN était certes un instrument pour combattre l'impérialisme, mais pas pour servir les exploités contre ceux qui visaient à prendre la place des capitalistes français.

Le FLN est une organisation nationaliste qui regroupait ses adhérents non pas sur la base de leurs intérêts de classe, de leurs aspirations et de leurs exigences, mais sur une base nationaliste. Le FLN regroupait aussi bien les privilégiés nationaux que les classes pauvres pour se débarrasser des colonisateurs alors que les intérêts des uns et des autres ne sont pas les mêmes.

En fait, comme toute organisation qui prétend représenter l'ensemble du peuple, le FLN était l'instrument des plus nantis de ce peuple, l'instrument de la bourgeoisie nationale. Comme toutes les organisations nationalistes, le FLN a cherché à briser, ou tout au moins à écarter, au nom de l'efficacité, de l'unité nationale, tous ceux qui essayaient de revendiquer les intérêts et les aspirations des couches les plus opprimées.

Ces dernières étaient désarmées et n'avaient aucun contrôle sur une organisation pour laquelle elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes.

Pourtant, mener une guerre d'émancipation sociale n'aurait pas coûté plus cher, car, si l'on a pu refouler les armées colonialistes, les compagnies de CRS, de gardes mobiles, les bataillons de parachutistes, on peut se prémunir contre les exploités locaux.

Encore fallait-il que les travailleurs soient dotés d'une organisation qui défendrait les intérêts de tous les opprimés. Une organisation qui mènerait la lutte non seulement contre les bourgeois français, mais aussi contre la bourgeoisie algérienne.

C'est cette leçon-là que nous, travailleurs africains, devons tirer de la lutte d'émancipation algérienne. Une organisation peut être extrêmement radicale dans ses moyens et d'une certaine efficacité dans le combat contre l'oppression nationale sans pour autant être l'instrument de l'émancipation sociale des travailleurs et des paysans pauvres de nos pays. L'émancipation sociale, celle qui garantit l'égalité de tous au sein de la société, la fin de la misère et de l'exploitation, ne peut être que l'oeuvre des exploités eux-mêmes. Mais, pour s'émanciper, ceux-ci doivent se doter d'une organisation qui représente leurs intérêts et qui soit entièrement sous leur contrôle.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.